

Aide au développement et politique budgétaire : un peu de bon sens

10.05.2012

D'un coup d'oeil

Les moyens consacrés par la Confédération à l'aide au développement continueront de croître fortement ces prochaines années. *economiesuisse* plaide pour une progression plus modérée, à 0,45 % du revenu national brut.

Les dépenses fédérales destinées à l'aide au développement enregistrent depuis des années une croissance marquée. Ces dernières années, elles ont augmenté de près de 90 %. Pendant la même période, la hausse a été inférieure de moitié dans le domaine de la formation (50 %). Dans l'ensemble, le budget de la Confédération a progressé de 25 %. Il en ressort que l'aide au développement a connu une augmentation presque quatre fois supérieure – une croissance record.

Plus de marge de manœuvre pour d'autres dépenses

Le Conseil fédéral planifie une nouvelle hausse pour la prochaine période de quatre ans qui débute en 2013. Le Parlement a décidé de porter l'aide au développement publique à 0,5 % du revenu national brut, de sorte que les crédits seront encore augmentés de 700 millions de francs, soit des taux de croissance dépassant parfois les 9 %. À titre de comparaison, les ressources en faveur de la formation et de la recherche augmenteront de 3,8 % pendant cette législature, celles destinées aux transports de 3,2 %. Les taux de croissance des ressources consacrés à l'aide au développement sont à ce point supérieurs à la moyenne que la marge de manœuvre qui avait pu être créée grâce à l'amortissement des dettes fédérales et aux faibles taux d'intérêt

passifs est presque totalement absorbée par ce groupe de tâche. Autrement dit, il ne reste aucune marge de manœuvre pour d'autres tâches.

Un taux de 0,45 % est suffisant

L'économie soutient un engagement international fort de la Suisse. Cependant, les taux de croissance envisagés sont excessifs et ne sont pas compatibles avec les perspectives budgétaires – un programme de consolidation sera peut-être nécessaire. economiesuisse préconise de porter les dépenses de l'aide au développement à 0,45 % du revenu national brut, comme le proposait initialement le Conseil fédéral, et d'envisager une nouvelle hausse ultérieurement en fonction des résultats d'un examen de l'efficacité des mesures. Même si l'objectif est revu à la baisse, les dépenses supplémentaires se chiffreront en centaines de millions de francs.

Ralentissement à l'échelle internationale

À l'échelle internationale, la tendance de ces dernières années à une augmentation permanente des versements au titre de l'aide au développement semble avoir pris fin. À cet égard, la Suisse se situe dans la moyenne. Il faut dire qu'elle n'a pas hérité de charges d'anciennes colonies et qu'elle n'utilise pas la politique du développement pour promouvoir ses exportations.